N° 93

D É C R E T

MAINTIEN DE LA SUSPENSION ET DE LA MODIFICATION TEMPORAIRES DES DISPOSITIONS DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS POUR PROMOUVOIR L'IMMUNISATION DES ENFANTS CONTRE LA GRIPPE SAISONNIÈRE

ATTENDU QUE le 12 janvier 2013, j'ai promulgué le décret n° 90, déclarant l'état d'urgence dans l'État de New York; et

ATTENDU QUE la Section 29-a de la Loi exécutive autorise la suspension, l'altération ou la modification des lois, lois locales, ordonnances, jugements, règles ou réglementations, ou parties de ceux-ci, si la conformité avec de telles dispositions devait empêcher, faire obstacle ou retarder les actions nécessaires pour faire face à un état d'urgence pour catastrophe; et

ATTENDU QUE le décret n° 90 autorisait temporairement, durant l'état d'urgence, la suspension et la modification des lois et réglementations spécifiées en vue de faciliter l'administration des vaccins contre la grippe saisonnière auprès de la population de l'État de New York, et plus particulièrement les enfants; et

ATTENDU QUE le décret n° 90 permettait aux pharmaciens déjà autorisés à administrer des vaccins contre la grippe saisonnière aux individus de 18 ans et plus et aux individus âgés entre six mois et 18 ans, conformément aux ordonnances pour programmes de soins non spécifiques aux patients permettant la vaccination contre la grippe saisonnière; et

ATTENDU QUE le décret n° 90 déclarait expressément qu'il n'autorisait pas la vaccination de quiconque sans son consentement ou le consentement d'une autre personne légalement autorisée à consentir en son nom, la vaccination d'un mineur sans le consentement d'une personne entretenant une relation parentale avec lui ni la vaccination des enfants de moins de six mois - pour qui les vaccins contre la grippe ne sont pas autorisés - ou de tout individu chez qui la vaccination est contraindiquée; et

ATTENDU QUE perdurent les conditions ayant conduit à l'émission du décret n° 90, incluant le taux élevé de grippe et les rapports de nombreux fournisseurs de soins primaires se disant incapables d'obtenir des quantités suffisantes du vaccin pour répondre à la demande, particulièrement chez les enfants; et

ATTENDU QUE la Section 29-a de la Loi exécutive prévoit qu'aucune suspension de loi ne doit être effectuée sur une période excédant trente jours, sauf si, cependant, après reconsidération de l'ensemble des faits et circonstances appropriés, la suspension peut être étendue à une période supplémentaire de trente jours;

ATTENDU QUE ce décret prolonge la suspension et la modification des dispositions promulguées par le décret n° 90; et

ATTENDU QUE le Département de la Santé de l'État de New York a reçu des rapports disant que même si de nombreux pharmaciens ont déjà mis en place de telles ordonnances pour des soins de santé non spécifiques aux patients en vue d'administrer le vaccin contre la grippe saisonnière aux adultes, certains n'ont pas pu obtenir rapidement des ordonnances similaires pour les enfants; et

ATTENDU QUE ce décret élimine également cet obstacle en autorisant le commissaire à la santé de l'État de New York à prescrire et à commander dans tout l'État des programmes de soins non spécifiques aux patients pour le vaccin contre la grippe saisonnière aux individus de six mois ou plus; et

EN CONSÉQUENCE, je soussigné, ANDREW M. CUOMO, Gouverneur de l'État de New York, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Section 29-a de l'Article 2-B de la Loi exécutive, et après reconsidération de l'ensemble des faits et circonstances appropriés, j'ordonne par les présentes que la suspension et la modification des dispositions de loi ordonnées par le décret n° 90 restent en effet pour trente jours supplémentaires à partir de la date d'exécution dudit décret, selon les mêmes modalités et conditions y étant établies, incluant celles énumérées ci-dessus; et

DE PLUS, en vertu de l'autorité qui m'est investie par la Section 29-a de l'Article 2-B de la Loi exécutive en vue de suspendre ou modifier temporairement des dispositions spécifiques des lois, lois locales, ordonnances, jugements, règles ou réglementations, ou parties de ceux-ci, ou de toute agence durant un état d'urgence pour cause de catastrophe dans l'État, si la conformité avec de telles dispositions devait empêcher, faire obstacle ou retarder les actions nécessaires pour faire face à un état d'urgence pour catastrophe, je suspend et modifie temporairement par les présentes, puisque cela pourrait être le cas durant la période où l'état d'urgence pour catastrophe reste en effet, ce qui suit :

La Sous-division 22 de la Section 6802 de la Loi sur l'éducation, et toutes réglementations associées, dans la mesure nécessaire pour permettre au commissaire de la santé de l'État de New York de prescrire ou de commander dans tout l'État des soins de santé non spécifiques aux patients pour la vaccination contre la grippe saisonnière, couvrant les individus de six mois et plus, aux pharmaciens déjà autorisés à administrer des vaccins contre la grippe saisonnière aux individus de 18 ans et plus.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et le sceau

de l'État dans la ville d'Albany le douze

février de l'année deux mille douze.

PAR LE GOUVERNEUR

Secrétaire du Gouverneur